



Lâ??Union europÃ©enne refuse de sanctionner IsraÃ«l

## Description

*Le Conseil des affaires Ã©trangÃ©res de lâ??Union europÃ©enne sâ??est rÃ©uni ce mardi 15 juillet pour la derniÃ¨re fois avant la trÃ¢ve estivale. Au programme notamment, des discussions autour de la suspension de lâ??accord dâ??association UE-IsraÃ«l. AprÃ¨s plusieurs heures de dÃ©bats, la dÃ©cision est tombÃ©e : aucune sanction ne sera prise Ã lâ??encontre du rÃ©gime de Netanyahu.*

Par lâ??Agence MÃ©dia Palestine, le 17 juillet 2025

*art*



# L'Union européenne refuse de sanctionner Israël

Câ??est une décision dont lâ??histoire se rappellera. A la veille de la tr ave estivale qui marque une pause dans ses activités, le Conseil européen des affaires étrangères s est réuni mardi pour statuer sur d  ventuelles sanctions   lâ??encontre d  Isra l. En cause, [la publication il y a quelques semaines d  une note command e par la cheffe de la diplomatie européenne Kaja Kallas](#). Ce rapport du service extérieur de lâ??Europe établissait différentes violations des droits humains en Palestine par Israël.

Une note qui aurait pu ouvrir la voie   lâ??activation de lâ??article 2 de lâ??accord d  association entre lâ??Union européenne et Israël. Cet article permet en effet la suspension de lâ??accord en cas de non-respect   des droits de lâ??Homme et des valeurs d  mocratiques  . La note aurait donc logiquement pu causer a minima des sanctions contre Israël. Mais il n en est rien, puisque les 27 ont décidé de ne pas toucher   lâ??accord et de laisser Israël continuer   massacrer les Palestiniens en toute impunité.

### **La réunion de la dernière chance**

Tous les ingrédients étaient pourtant réunis avant le conseil des pays membres ce mardi 15 juillet : un statut juridique clair (article 2), un rapport accablant, et des preuves   n en plus finir des exactions israéliennes dans la bande de Gaza. La suspension de lâ??accord d  association nécessitait cependant une décision   lâ??unanimité des pays participants au Conseil européen des affaires étrangères. Une unanimité impossible   atteindre quand on sait le soutien sans faille de pays comme lâ??Allemagne, la Hongrie ou encore la République Tchèque,   Israël. D ailleurs, seule lâ??Espagne a ouvertement appelé   la suspension de lâ??accord.

Cette suspension n  tait qu  une des dix mesures de rétorsion présentées   lâ??occasion de ce conseil. Parmi les autres, certaines auraient pu être obtenues   la majorité qualifiée (15 pays) comme lâ??interdiction d  importer dans lâ??Union européenne des produits provenant des colonies établies dans les territoires palestiniens occupés, ou encore un embargo total sur les ventes d  armes au régime de Netanyahu. Pourtant,   la fin de la séance et après avoir constaté le résultat de tous les votes   lâ??ordre du jour, le couperet tombe : aucune des sanctions ne passe.

Cette décision européenne de rester les bras croisés sonne au mieux comme un aveu de laisser-faire face   lâ??impunité d  Isra l au regard du droit international. Au pire, elle entérine   la complicité active   de lâ??Union européenne avec le génocide   Gaza, des mots du député européen de gauche Marc Botenga, cité dans *l  Humanit  :   L  UE se positionne contre la I galit  internationale en décidant d  ignorer les avis de la Cour internationale, les rapports de lâ??ONU et du service diplomatique des Vingt-Sept. Ni la famine utilisée comme arme de guerre, lâ??exécution d  enfants, le nettoyage ethnique, le plan d  un camp de concentration, n  branlent son soutien   Isra l  .*

### **La diplomatie européenne se félicite honteusement**

Pendant ce temps, Kaja Kallas se targue [du nouvel accord trouvé avec le régime de Netanyahu le 10 juillet dernier concernant lâ??acheminement de lâ??aide humanitaire](#). Elle a déclaré en conférence de presse   lâ??issue du Conseil des affaires étrangères :  « Nous voyons des

*signes positifs, on a vu que davantage de camions et de provisions ont atteint Gaza, on voit plus de points d'entrée ouverts et on a aussi vu des lignes électriques être réparées. Mais Israël doit prendre davantage de mesures concrètes pour améliorer la situation humanitaire sur le terrain». Ce nouvel accord n'est pourtant absolument pas contraignant et apparaît comme bien faible face à l'ampleur des massacres commis par Israël en Palestine.*

De leur côté, plusieurs ministres des affaires étrangères européens ont aussi exprimé leur satisfaction face à ces nouveaux développements, à l'instar de la France. Le ministre des Affaires étrangères Jean-Michel Barrot a déclaré en préambule de cette réunion : *«Comme quoi, lorsqu'elle s'en donne les moyens, l'Union européenne est capable de faire bouger les lignes.»* Il a poursuivi, affirmant la nécessité *«que ces concessions soient visibles, tangibles sur le terrain, et nous y serons extrêmement vigilants. C'est une première étape, mais ça n'est pas suffisant. Nous continuons d'exiger le cessez-le-feu immédiat, inconditionnel, et la libération de tous les otages du Hamas qui doit être d'urgence.»*

Quand ces leaders européens voient une victoire, des organisations comme Amnesty International dénoncent *«une trahison cruelle et illégale»* à travers la voix d'Agnes Callamard, secrétaire générale de l'ONG. Cette dernière enfonce le clou : *«Cela restera dans les mémoires comme l'un des moments les plus honteux de l'histoire de l'UE. Les dirigeants européens avaient l'occasion de prendre une position de principe contre les crimes d'Israël, mais ils lui ont plutôt donné le feu vert pour poursuivre son génocide à Gaza, son occupation illégale de l'ensemble du territoire palestinien occupé et son système d'apartheid à l'encontre des Palestiniens.»*

Même constat du côté de l'Association des juristes pour le respect du droit international (JURDI) qui a déposé aujourd'hui *«un recours en carence devant la Cour de justice de l'Union européenne, contre la Commission européenne et le Conseil de l'Union européenne.»* Elle pointe dans ce recours *«une inaction grave et prolongée face aux violations du droit international dans le Territoire palestinien occupé.»*

Comme une preuve supplémentaire d'une volonté politique à deux vitesses en matière de sanctions, les ministres des Affaires étrangères réunis ce mardi ont prononcé une série de mesures punitives à l'encontre de la Russie dans le dossier ukrainien. Les Palestiniens, eux, peuvent toujours attendre.

**date créée**  
2025/07/17